



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 janv. 2024

N° 312

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

2024 PRÉPARONS LA CONTRE-OFFENSIVE DES MASSES POPULAIRES



Greffée sur l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière, sur le vol des ressources du pays, sur la corruption, la guerre des gangs armés n'a fait que s'ajouter au règne de la barbarie de la bourgeoisie en place depuis des lustres. Seules les luttes de ceux qui en pâtissent, qui en payent le prix fort, c'est-à-dire seules les luttes des travailleurs, des paysans pauvres, des chômeurs peuvent mettre fin à cette infamie.

Les fêtes de fin d'année ont bien montré le contraste. Pour les grands commerçants, c'était le moment de réaliser les chiffres d'affaire de l'année. Leurs publicités tournaient en boucle dans les médias. La circulation de leurs marchandises bien que perturbée est même faite en payant le prix fort aux gangs. Des festivités certes réduites ont été réalisées en quelques points de la capitale. Dans certains hôtels, dans leurs belles maisons, la minorité privilégiée a passé de bons moments.

Les chefs des bandes armées n'étaient pas en reste. Eux aussi ont festoyé. Dans leurs trous à rat, ils ont fait venir des prostitués, de l'alcool, sans oublier de balancer quelques liasses de billets ou des petits objets à quelques habitants de leurs coins.

La situation est toute autre pour l'écrasante majorité sur qui s'abat la violence des gangs couplée de l'exploitation des classes dominantes. Car, en dépit de quelques larmes de crocodile versées sur la détérioration de la situation et de la chute du pays vers les fonds abyssaux, les classes dominantes s'accommodent de la violence des bandes armées qui écrase la classe ouvrière et les masses exploitées. Les malfrats leur ont offert le règne de l'impunité, le chaos, l'anarchie, la peur tant rêvée pour s'enrichir.

Sur la zone industrielle, les travailleurs ont passé leurs fêtes de fin d'année avec très peu ou sans rien. Convoqués pour recevoir leur prime de fin d'année, de nombreux travailleurs ont manifesté leur colère au moment de recevoir cette pitance qui ne sert à rien en raison de la cherté de la vie. Les centaines de travailleurs de l'usine Premium de André Apaid Junior luttent encore contre le patron qui veut réduire leurs indemnités de licenciement à une peau de chagrin.

Les habitants de nombreux quartiers comme Mariani, Carrefour Feuille, Cité Soleil, Croix-des-Bouquets etc. subissent la barbarie des bandits qui attaquent leurs quartiers, mettent le feu à leurs maisons, violent leurs filles, tuent leurs pères. Pour ces gens, il n'y a pas eu de répit même pendant les fêtes de fin d'année. La guerre des gangs et de celle de la bourgeoisie contre eux sont permanentes.

Cette situation risque d'empirer en 2024 pour les classes populaires. Personne ne leur fera de cadeaux. Il ne faut pas qu'elles se fient aux cirques des politiciens, aux illusions des tenants de l'impérialisme qui n'ont qu'une fin, prolonger leur souffrance. La seule force capable d'inverser le cours de la situation viendra de la mobilisation organisée de l'ensemble des masses exploitées partout dans le pays. Résistons et préparons cette contre-offensive.■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- 2024 : Préparons la contre-offensive des masses populaires

Leur société

⇒ Page 2

- Des soldats kenyans pour s'extirper des griffes des bandits
- La résistance populaire face à l'extension des gangs
- Les gangs criminels : une posture qui ne passe pas
- L'insalubrité et les gangs font bon ménage

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- Premium App. S.A : les ouvriers tiennent tête aux escrocs
- Horizon, les ouvriers sont payés 2 ans après la fermeture
- MGA : le vol du BONI a indigné les ouvriers
- Caribbean Craft : sur sa fin

⇒ Page 4

- Hansae #1: le harcèlement sexuel bat son plein

Dans l'international

⇒ Page 4

- USA : espérance de vie en baisse

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

DES SOLDATS KENYANS POUR S'EXTIRPER DES GRIFFES DES BANDITS

Balayées et ridiculisées par des bandes de voyous, les classes dominantes et l'impérialisme en Haïti s'en remettent à une force multinationale de sécurité pour tenter de reprendre en main le contrôle du pays qui leur a échappé en partie depuis de nombreux mois. Mais lourdement armés et ayant l'avantage du terrain, rien ne dit que ces voyous vont se laisser faire

Ce ne sont pas les massacres de la population qui motivent le gouvernement américain et ses alliés à préparer une intervention militaire. Depuis de nombreux mois, les raids des bandes armées se multiplient dans les quartiers déshérités de la capitale et dans certaines villes de province, faisant de nombreuses victimes, des milliers de déplacés, des disparus. Face aux kidnappings, aux viols, aux vols, aux incendies, les ambassades impérialistes occidentales se contentent le plus souvent de quelques timides condamnations d'Organisations Non Gouvernementales.

Les appels aux secours des habitants assiégés, livrés à eux-mêmes, restent sans réponse. Les gangs avancent pratiquement sans résistance de quartier en quartier, imposant leur loi partout. De recul en recul, le gouvernement et la police baissent

pavillon et évoluent dans une espèce de cohabitation avec les gangs, en dépit de quelques escarmouches qui peuvent éclater par moments.

Ce n'est pas non plus la détresse de la population qui émeut les dirigeants impérialistes. Les masses populaires végètent dans une misère abjecte depuis plusieurs siècles. Les différentes mesures économiques et politiques prises en accord avec les classes dominantes locales en sont les principales causes.

Si la décision de la haute cour de justice kenyane l'autorise, le 24 janvier prochain, les soldats kenyans viendront pour essayer de remettre les gangs armés à leur place. Celle de caïds, des criminels, des violeurs au service des plus riches, et non l'inverse. Ils essaieront de rétablir la circulation des marchandises d'un coin à

l'autre du territoire, d'organiser des élections bidon comme ils savent bien le faire en Haïti pour ensuite pérorer que « la démocratie est revenue ».

Des revendications de la classe ouvrière, des paysans pauvres, des chômeurs, ils ne s'en soucieront pas. Et si ces derniers décidaient, par leurs luttes, de se débarrasser des assassins, de revendiquer de meilleures conditions de vie par l'augmentation du salaire minimum, la baisse des prix des produits de première nécessité, de mobiliser les richesses du pays pour leur venir en aide après toutes ces souffrances, nul doute que l'ordre sera donné aux soldats internationaux de défendre l'ordre bourgeois comme la police haïtienne le fait tout le temps.

Avec ou sans intervention des troupes impérialistes, les masses populaires ne s'en sortiront que si elles se donnent les moyens de le faire. ■

LA RÉSISTANCE POPULAIRE FACE À L'EXTENSION DES GANGS

Depuis la chute de l'opération Bwa kale l'été dernier, il est évident que le rapport de forces redevient favorable aux gangs qui se renforcent de plus en plus et continuent de semer la terreur dans le département de l'Ouest principalement. N'était-ce la résistance de la population, par des actes isolés mais héroïques, les bandits, qui assiègent et contrôlent presque toute la capitale, auraient déjà étendu leurs tentacules dans la plupart des villes de province.

Le 10 décembre dernier, les habitants de « Tiburon » et de « Les Anglais » se sont mobilisés en masse pour contrer les actions criminelles des malfrats qui se sont installés dans la zone. Les brigades de vigilance, ayant déjà localisé leurs cachettes, ont orienté la foule aidée de quelques policiers pour procéder au déshouquage des criminels. Plus d'une quinzaine de malfrats sont passés de vie à trépas.

Toujours à Tiburon, dans la nuit du 23 décembre dernier, 4 autres bandits du même gang ont été surpris par des riverains

et ont laissé leur peau.

À Lyancourt, les riverains ont opposé à plusieurs reprises au cours de l'année 2023 une forte résistance aux bandits. Il y a eu des morts et des blessés dans les deux camps. Les policiers du sous-commissariat de la zone ont fui à la première attaque des gangs. C'est une lapalissade d'avancer que ces hommes en uniforme ne sont forts que face à des pauvres désarmés revendiquant leurs droits.

Dans le Nord-ouest, plus précisément à La Croix St Joseph, au cours de l'année 2022, les habitants de cette section communale

avaient totalement démantelé un gang qui terrorisait la population depuis plus d'un an.

Ces faits ne sont cités qu'à titre indicatif car dans la plupart des cas ces actes de résistance n'ont pas été rapportés par la presse. Mais ces informations circulent de bouche à oreille et sur les réseaux sociaux. Les chefs de gangs de Port-au-Prince ont multiplié les tentatives pour établir des antennes dans des villes de province, mais ils ont piteusement échoué dans la majorité des cas grâce à la vigilance, à l'intelligence et à la combativité des populations concernées. ■

LES GANGS CRIMINELS : UNE POSTURE QUI NE PASSE PAS

Les chefs des gangs criminels semblent ne pas avoir le sommeil tranquille. Les images des milliers de personnes assassinées dont des vieillards, des femmes enceintes, des enfants, les cris des personnes torturées pendant leur captivité, les secousses des gens tués par le feu semblent hanter leur conscience. Projeter dans l'opinion une image différente de ce qu'ils sont dans la réalité fait partie du jeu de ces assassins manipulateurs à l'endroit de la société. Mais seuls les plus naïfs peuvent tomber dans leur piège.

Dans les ghettos qui servent de base de lancement de leurs activités criminelles, souvent le chef se fait filmer pour s'adresser à l'opinion. Issus des masses populaires, plusieurs d'entre eux essaient de se faire passer pour des victimes du système. Certains se déguisent en révolutionnaires en mettant en avant leur proximité avec les masses populaires.

Ils profitent des traditions pour pousser leur démagogie comme en périodes de fête des mères, des fêtes de fin d'année. Ils en profitent pour donner des miettes à la population qui leur sert de bouclier humain

et sont donc leurs prisonniers.

Tout le monde le sait, y compris celles et ceux qui en reçoivent, que l'argent ou la nourriture qu'ils distribuent viennent d'actes ignobles : kidnapping, vol à mains armées, détournement de marchandises et rançons perçues des chauffeurs de transport en commun, etc.

Mais pour l'écrasante majorité des habitants des quartiers, rien ne peut effacer ou changer l'image qu'ils se font de ses criminels. Ils vivent leur violence au quotidien. Prisonniers dans leurs quartiers, vivant la

terreur au quotidien, ils savent très bien que seule leur lutte peut les libérer. Et si en dehors de leur révolte, ils subissent leur loi, leur diktat, y compris celui de venir recueillir sa part de don ou d'assister à l'assemblée convoquée par le chef des gangs, cela ne fait pas d'eux des complices contrairement à ce que les gangs cherchent à faire croire à travers leur initiative dite « sociale ». Ils n'en restent pas moins des victimes.

Le véritable complice des gangs est la classe dirigeante et les capitalistes qui exploitent toute la société et produisent le fumier sur lequel pousse ces gangs. ■

L'INSALUBRITÉ ET LES GANGS FONT BON MÉNAGE

S'il y a une chose qui reflète parfaitement le niveau de décomposition de la société haïtienne, ce sont les déchets. Il y en a tellement qu'ils sont devenus des symboles de cette barbarie dans laquelle la société est plongée.

À Port-au-Prince et dans les grandes villes, les déchets sont omniprésents. Les rues sont défoncées, sales, délabrées à un niveau difficile à décrire. Le pays entier est insalubre, même dans cette période dite de fin d'année, marquée par une ambiance de fête.

Personne ne peut échapper à cette saleté. À chaque coin de rue des tonnes d'immondices s'amoncellent. Sur les routes, les places publiques, à l'entrée de certains bâtiments publics, des ministères, etc. Elles

atteignent des tailles colossales, empêchant la circulation des véhicules et également celle des piétons avant qu'elles soient enlevées.

Aujourd'hui, les autorités se servent de l'emprise des gangs comme prétexte pour justifier leur faillite en abandonnant le peu qu'elles faisaient.

Le ramassage régulier des ordures, comme tant d'autres services publics comme l'électricité, l'eau potable, les hôpitaux publics, l'éducation, pour ne citer que les plus urgents,

est un service de base que les autorités devraient fournir. Il faudrait pour cela y consacrer les moyens adéquats, des fonds pour faire fonctionner un système de voirie, ce qui fournirait par la même occasion des emplois à des centaines, voire des milliers de chômeurs. Mais la corruption, le dépècement des caisses publiques par une poignée de grands mangeurs de cette classe dirigeante sont autant de freins à l'utilisation des fonds de l'État pour la réalisation de ces services nécessaires à la population. ■

PREMIUM APP. S.A : LES OUVRIERS TIENNENT TÊTE AUX ESCROCS

Le bras de fer continue entre d'un côté les actionnaires de l'usine, leur fournisseur, Gildan, des agents du Ministère des Affaires acquies à leur cause et de l'autre côté les travailleurs. Depuis la fermeture de l'usine le 9 décembre dernier, les ex-ouvriers luttent toujours pour obtenir leurs prestations de licenciement. Le processus s'éternise par la volonté du patron, Apaid, et de son fournisseur Gildan de ne leur payer qu'une pitance comme indemnités.

Sachant qu'il allait mettre fin aux activités de l'entreprise et qu'il devait payer un préavis aux ouvriers licenciés, le patron a drastiquement réduit les activités de l'usine durant les trois derniers mois précédant sa fermeture. Selon un dispositif du code du travail, le salaire journalier moyen qui sert de base de calcul au préavis est la somme du gain d'un travailleur pendant les trois derniers mois de travail précédant son licenciement, divisé par le nombre de jours de travail.

Au regard de ce que les ouvriers ont gagné pendant les mois de septembre, d'octobre et de novembre, la valeur moyenne du salaire journalier que les responsables ont retenu pour faire leurs calculs est nettement inférieure à celle qu'ils gagnaient pendant les périodes fastes de

l'entreprise.

Les ouvriers ont pesté. Ils demandaient que la valeur de ce salaire moyen soit déterminée sur 6 semaines pleines d'autant qu'il y a eu récemment une jurisprudence dans l'usine même. Des ouvriers révoqués l'avaient obtenu après qu'un agent des affaires sociales eut contraint le patron à le faire face à la mobilisation des travailleurs.

Mais depuis, ce commissaire est mis au rancart. La mobilisation ouvrière qui a contraint le patron, son fournisseur et l'Etat de s'asseoir pour déterminer le mode de calcul pour payer les indemnités ayant faibli, les exigences des travailleurs n'ont pas été satisfaites.

Toutefois, ils ont fait céder le patron sur un autre point. Les indemnités d'un mois de préavis est le produit du salaire journalier

moyen multiplié par 30. Apaid voulait que cela soit 20 jours par mois, arguant que les jours des week-ends ne comptent pas, les ouvriers ont fini par imposer 30 jours, avançant qu'ils avaient toujours travaillé les samedis et gagné le jour du dimanche comme repos hebdomadaire.

Autre point de discorde, le dédommagement. Estimant que la façon dont le patron a fermé l'usine leur a causé des préjudices, les ouvriers voulaient qu'ils soient compensés. Si Gildan a accepté de payer les indemnités de licenciement, il ne veut pas entendre parler de dédommagement. Pour cela, il exige que les ouvriers l'inscrivent dans le protocole d'accord pour éviter d'être poursuivi.

Les ouvriers ont raison de s'opposer à ces exploiteurs. Ils gagneront ce que leur mobilisation leur permettra d'obtenir. ■

HORIZON, LES OUVRIERS SONT PAYÉS 2 ANS APRÈS LA FERMETURE

Les 20 et 21 décembre 2023, les anciens ouvriers de l'usine Horizon étaient attendus à la direction de SONAPI pour recevoir leurs prestations légales.

Depuis la fuite du directeur de l'usine en avril 2021, les ouvriers n'ont pas cessé de revendiquer leurs indemnités de licenciement et la paie de la dernière quinzaine de travail qui ne leur a jamais été versée. Durant les jours qui ont suivi la fermeture, ils avaient pris rendez-vous tous les jours devant l'usine. Ils se mobilisaient à l'intérieur même du parc Sonapi pour sensibiliser leurs collègues et l'opinion à

leur cause. Mais au fur et à mesure que le temps passait, le mouvement perdait en intensité. Le peu d'ouvriers qui restaient avaient décidé de mettre sur pied un comité pour continuer les démarches en confiant le dossier à un avocat. C'est seulement deux ans après que les actionnaires de l'usine ont décidé de payer.

Plus des deux tiers des 523 ouvriers qui travaillaient dans l'usine ont été payés. Le

processus de paiement sera repris les 5 et 6 janvier pour le 1/3 restant.

Fermer les portes de leurs usines sans payer aux ouvriers les prestations légales, est une pratique courante chez les patrons. C'est le cas d'Alain Villa qui a fermé l'usine Dignerons sans verser une seule piastre aux ouvriers ; de Backer de Haïti Premier Appareil, sans oublier les Apaid.. ■

MGA : LE VOL DU BONI A INDIGNÉ LES OUVRIERS

Il était 10 heures du matin quand les ouvriers de MGA ont reçu la paie de la dernière quinzaine de travail, la prime de travail de l'année et l'argent du congé annuel. Mais l'enveloppe paraissait tellement légère que les ouvriers hésitaient à l'ouvrir, de peur d'être déçus.

Lorsqu'ils l'ont finalement ouverte, car il fallait bien payer les marchandes de repas, rembourser l'usurier et d'autres dettes accumulées pendant l'année, ils ont été stupéfaits par le montant dérisoire de la prime de travail, plus connue sous l'appellation de « boni ».

Représentant le 1/12 des revenus de l'année, le montant de la prime de travail

peut être affecté par des congés sans solde, des mises à pied pendant des jours voire des mois, des quotas qui ne permettaient pas de gagner plus que le salaire minimum. Il peut l'être aussi quand des magouilleurs, nombreux à la comptabilité, décident de se servir dedans.

Outrés, les ouvriers ont crié au scandale. Ils ont immédiatement entamé une contestation en criant au vol. Ils ont menacé de rester dans l'usine jusqu'à ce que la direction fasse la lumière sur la paie.

Paniquée, la direction s'est empressée d'avancer qu'il s'agissait d'une erreur. Sur la pression de l'ensemble des ouvriers, elle a reconnu que le boni n'était pas juste. Elle a promis de rectifier le tir à la rentrée.

Face aux patrons et à leurs acolytes, la vigilance et la réactivité doivent être de rigueur. Qu'est-ce qui se serait passé si les ouvriers n'avaient pas fait pression? ou s'ils s'étaient contentés de se plaindre sans se faire entendre par les voleurs ? Le coup serait passé comme ça se produit habituellement.

Heureusement, les ouvriers ne sont pas dupes, ils sont de plus en plus sur leurs gardes. L'exploitation quotidienne à laquelle ils sont exposés leur a appris que le patron et ses acolytes ne font jamais de cadeaux. Ils usent de tous les moyens possibles pour gagner encore plus sur le dos des travailleurs. ■

CARIBBEAN CRAFT : SUR SA FIN

L'Entreprise artisanale « Caribbean Craft », propriété de la Famille Dress, serait sur le point de fermer bientôt ses portes. Des plusieurs centaines d'ouvriers qui y travaillaient, il ne reste qu'une trentaine à ce jour. Cette famille s'est enrichie après avoir dépouillé les travailleurs de leur jeunesse et de leur énergie pendant des décennies d'exploitation.

Ces travailleurs vont continuer à traîner leur misère en ne travaillant que quelques semaines par trimestre pour une pitance qu'ils recevront très longtemps après. Avec la casse de l'usine, ils peuvent être renvoyés à n'importe quel moment.

Mise sur pied dans les années qui ont suivi le départ de Jean-Claude Duvalier dans un quartier populaire de la zone métropolitaine, l'usine avait pour vocation d'apprendre un métier à des jeunes en difficulté tout en leur procurant des moyens de subsistance. Pour cela, la famille Dress avait trouvé les aides et convenances douanières pour exporter les produits

fabriqués dans l'usine.

Mais chemin faisant, la famille Dress a transformé l'usine en une entreprise capitaliste avec l'objectif de s'enrichir tout en détruisant les rêves des jeunes qu'elle embauchait. Enrôlés dès l'âge de 13 ou 14 ans, ces enfants devenus adultes ont passé 20 et jusqu'à 35 ans dans l'usine. Adieu les études qui leur étaient promises, les longues journées de 8 heures de travail, voire plus ne leur laissaient pas le temps d'aller s'instruire ! Puis avec l'âge, sont venues la famille et les responsabilités. Le salaire de misère qu'ils recevaient ne leur permettait pas de prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille. Certains ont sombré dans la drogue et la

prostitution.

Après la mort du père Dress, son fils et sa conjointe ont pris la direction de l'usine. Ils ont continué dans le même esprit que le patriarcat. Puis est venue la concurrence. L'entreprise n'est plus aussi rentable qu'elle était au début. Le nouveau patron s'en est détourné et a investi ses capitaux dans l'immobilier, laissant sa conjointe seule diriger l'entreprise. Trouvant d'autres revenus grâce ses accointances au niveau de l'État, elle aussi a laissé l'usine à l'abandon jusqu'à sa fermeture, laissant sur le carreau des milliers de travailleurs artisans, sculpteurs, artistes peintres, couturiers et couturières. ■

HANSAE #1: LE HARCÈLEMENT SEXUEL BAT SON PLEIN

Dans cette usine de sous-traitance située au Parc Sonapi où près d'un millier d'ouvriers se tuent à gagner leur vie, le chef de la production se livre à son jeu préféré, harceler en permanence les ouvrières, au point de faire du grabuge parmi ses victimes.

Au début du mois de décembre, de nombreuses prises de bec ont opposé plusieurs ouvrières dans l'usine. Convoquées dans le bureau du personnel, la direction a appris que ces disputes sont en lien avec les pratiques sexuelles du chef de la production qui, profitant de son pouvoir, souloie les ouvrières pour les abuser sexuellement ensuite. C'est un récidiviste qui a déjà écopé de plusieurs jours de suspension de travail. Mais la direction le garde en dépit de la gravité des faits. Car ses pratiques font partie de l'arsenal d'exploitation des ouvrières.

Vaincre la résistance des travailleuses en les abusant sexuellement, en les humiliant, en créant la discorde entre elles, tel est l'objectif recherché des patrons. Les énergumènes de la trempe du chef de production de Hansae #1 sont les plus recherchés sur la zone industrielle. Jamais

condamnés, leurs forfaits sont couverts par les patrons qui sont prêts à intervenir s'ils sont dénoncés.

Loin d'être une exception, le cas d'HANSAE #1 est malheureusement la règle dans le secteur de la sous-traitance et même au-delà.

La grande majorité des ouvriers de la sous-traitance est composée de jeunes femmes. Lâchées par des parents qui n'en pouvaient plus, en prise à des difficultés de toutes sortes, abandonnant leurs études, mères d'un ou de plusieurs enfants à élever seules, ces jeunes se tournent vers la sous-traitance. Mais si autrefois, il était facile de s'y faire embaucher, avec l'augmentation du chômage, cela devient de plus en plus difficile. Pour forcer leur chance, certaines d'entre elles tombent dans le piège des harceleurs en offrant leur corps sans toutefois avoir la garantie de décrocher l'emploi.

Les témoignages de plusieurs d'entre elles font état de leurs péripéties : angoisse, violence physique, dépression, maladies sexuellement transmissibles, grossesse, cela peut aller jusqu'à la perte de leur vie.

Mais en plus, celles qui sont dans les usines subissent les horreurs quotidiennes des conditions de travail : bas-salaire, absence d'eau potable, de Kotex, sanitaires insalubres, tarifs élevés.

Pourtant il serait réducteur de se limiter à cela. Les luttes pour l'ajustement du salaire minimum depuis plusieurs décennies sur la zone industrielle ont montré ce que ces jeunes ouvrières sont capables de faire. C'est de leurs luttes avec leurs camarades que peut s'élever une autre société plus juste et plus fraternelle, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme. ■

DANS L'INTERNATIONAL

Avec l'aggravation de l'insécurité et la détérioration de leurs conditions de vie, ils sont chaque jour plus nombreux des haïtiens qui cherchent à émigrer vers les USA dans l'espoir de changer leur existence. Depuis un an en effet, plus de 112 000 Haïtiens ont émigré légalement aux USA en moins d'un an, via le programme humanitaire du président Joe Biden. À ces chiffres officiels, il faut ajouter les arrivées massives aux USA de jeunes Haïtiens en provenance de plusieurs pays d'Amérique latine : Chili, Brésil, Nicaragua, etc

Mais pour beaucoup, l'envers du décor ne s'est pas fait attendre. Racisme, xénophobie, la violence, la misère, la drogue, la prostitution, la prison, les petits boulots constituent leur quotidien, au point que certains d'entre eux choisissent de rebrousser chemin. Car les capitalistes des pays riches ou pauvres ne font jamais de cadeaux aux travailleurs.

Nous publions ci-après, un article de nos camarades LO en France en lien avec les difficultés de vie des classes laborieuses américaines.

USA : ESPÉRANCE DE VIE EN BAISSÉ

Aux États-Unis, des études statistiques révèlent les dessous de la prétendue « prospérité ». Depuis plusieurs années, dans les classes populaires, les soutiers de l'exploitation capitaliste, on meurt de plus en plus jeune.

L'espérance de vie est tombée à 76 ans en 2021, soit six ans de moins que dans la plupart des autres pays occidentaux. Il y a un recul de l'espérance de vie tel qu'il n'aurait jamais été observé à cette échelle dans l'histoire moderne en dehors des guerres, ou comme en Russie dans les années ayant suivi la fin de l'Union soviétique.

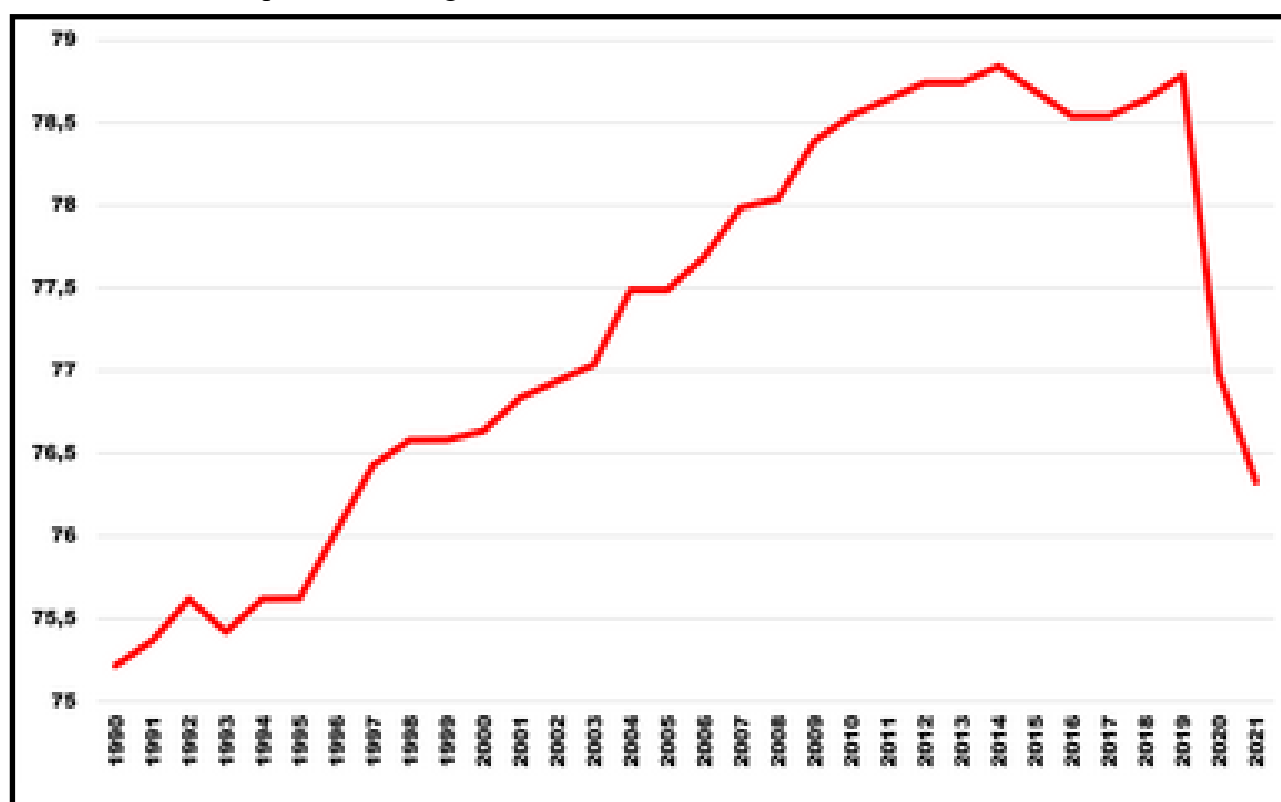
Dans la première puissance mondiale, depuis les années 1980, de plus en plus de femmes et d'hommes meurent à 40 ou 50 ans.

Certaines causes sont de notoriété publique : overdoses massives de drogues, fusillades, suicides. Ce sont les morts de la misère, qui a gangrené les quartiers populaires et les régions sinistrées par les fermetures d'usines. Mais la cause principale est l'explosion du nombre de décès par maladies, surtout cardiovasculaires. La hausse de mortalité la plus grave touche les femmes pauvres. Quoi d'étonnant ? Aux États-Unis, les produits alimentaires frais et sains sont quasi inaccessibles à une famille ouvrière. Les femmes cumulent les emplois, les horaires de travail interminables, les rythmes épuisants, en sacrifiant leur propre santé. Le système médical est inaccessible, même en urgence : un rendez-vous peut coûter des centaines d'euros pour une famille populaire

sans assurance médicale. Alors, de plus en plus en meurent.

Durant des décennies, malgré les tares de la société capitaliste américaine, les progrès de l'hygiène et de la médecine avaient accru l'espérance de vie de génération en génération. Aujourd'hui, les progrès scientifiques continuent, et ceux qui ont de l'argent de côté,

un emploi stable, des soins de qualité, vivent toujours plus vieux. En revanche, les travailleurs, ceux qui font tourner l'économie, vivent plus mal et meurent plus jeunes que leurs parents. Pour les statisticiens, c'est une découverte ; mais pour bien des travailleurs américains, c'est un constat vécu dans leur chair depuis bien longtemps. ■



Graphique montrant l'évolution de l'espérance de vie de la population américaine de 1990 à 2021

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.